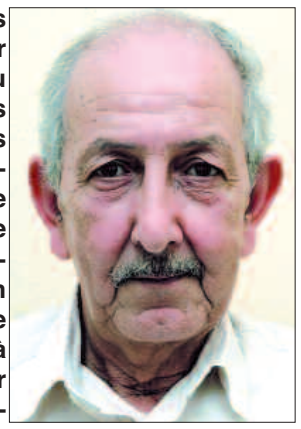
Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

Bouffonnerie politique et boîte à outils de la tripartite



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

Il a suffi d'une semaine à peine pour constater la nature grotesque des consultations politiques que l'on s'est pourtant efforcé de présenter sous les aspects les plus solennels. Le triumvirat conduit par Bensalah est déjà à la peine pour sauver le peu de crédit de sa mission. Faute d'anciennes personnalités acceptant, par charité politique, ses invitations, cette commission n'hésite plus à rouvrir les placards du multipartisme de pacotille où sont embaumés certains météorites qui l'avaient traversé vingt années plus tôt. Grâce à la télévision officielle, il a été loisible de remonter le temps ce jeudi soir. Et mieux encore de mesurer l'étendue du ridicule dans lequel vient de sombrer ce «processus» mal engagé. Ainsi, la résurrection d'un certain Zeghdoud, élevé au rang d'interlocuteur ès qualités, relèverait-elle de la bouffonnerie grossière ; même si, par certains aspects, elle fut tempérée par la «contribution» d'un ex-chef d'état-major de l'armée, l'officier Khaled Nezzar. C'est dire que le volet politique initié par le chef de l'Etat est d'ores et déjà appelé à finir en eau de boudin. Un cuisant échec en perspective que le pouvoir ne pourra pas imputer aux mauvaises volontés des uns et des autres alors qu'il aura pour origine sa méthode et les louvoiements qui l'auront accompagnée.

Toujours dans le registre des mises en scène, l'acte II de la tournée du régime se jouera cette semaine sous l'intitulé : la tripartite. Ouyahia maître d'œuvre de la 14e édition, comme il l'a, d'ailleurs, été pour la plupart des précédentes, est chargé à son tour d'organiser une messe économico-sociale. Un ersatz complémentaire au scénario de Bensalah. Or, depuis le temps (1997) que ces négociations triangulaires ont été instituées, rares furent les fois où elles ont réellement pesé dans la réorientation globale de la gestion de l'Etat. Le décalage entre les procès-verbaux de telles réunions et les actes courants du gouvernement est notoire. Au final donc, ni l'opinion ni même les partenaires ne s'abusent de la publicité faite à l'inévitable photo de famille après les hypothétiques «accords».

En effet, par son insoutenable carence d'imagination et de clarté dans les objectifs mais également sous l'empire de l'urgence, le pouvoir réactive un simple cadre technique de concertation et le présente avec ses arguments avantageux, comme le pôle stratégique où se dessinent la marche et la démarche de l'intendance publique. Une contre-vérité annuellement soulignée par les tripatouillages malhonnêtes qui sous-tendent le recours habituel aux lois de finances complémentaires et à l'usage abusif des amendements dans les règles financières – le Credoc par exemple. Autrement dit, il compense ses vues courtes et changeantes en se tournant chaque fois vers la boîte à outils qu'est la tripartite. Or, les partenaires, économiques essentiellement, n'ont eu de cesse de se plaindre de la tare d'un Etat naviguant sans cap, d'où le caractère aléatoire du moindre accord.

Ainsi, c'est au moment où l'opacité idéologique du régime est la plus inquiétante que celui-ci choisit d'organiser un tour de table avec le patronat et quelques syndicats triés sur le volet. Un rituel frappé du sceau de la démagogie dès l'instant où il n'est pas adossé à un véritable pacte social pour le changement global.

En fait, la persistance à ne discuter autour de cette table triangulaire que des revendications partielles, immédiates, quantitatives et même disparates réduit in fine ce pourquoi elle est convoquée cette fois-ci. Car comment peut-on se concerter sur un sujet de fond relatif aux «voies et moyens de soutenir le développement (…) et de promouvoir un climat propice à l'investissement» (sic) quand le sommet de l'Etat n'a pas la moindre idée de la question et, pis encore, se retrouve sans ligne d'horizon ?

Non seulement du point de vue économique mais également dans les approches politiques, la réactivité tardive du pouvoir est littéralement désordonnée. Ballotté entre les forces sociales impatientes et de plus en plus exigeantes en termes de justice et de démocratie et un patronat soumis à une coercition administrative «totalement défensive et décourageante» (1) l'exécutif est dans l'impasse. En déficit sur ce double plan, il ne lui reste que la manœuvre médiatique pour maquiller sa panne générale. La combinaison simultanée de ces deux opérations de «com», que sont la consultation politique et la table de la tripartite, signe en pointillés le désarroi ambiant de la maison du pouvoir. Deux coups fourrés pour gagner du temps alors que le pays avait souhaité que le chef de l'Etat descende en première ligne pour, à la fois, peser de son autorité dans les dialogues et les diagnostics et surtout prendre langue avec la société sans intermédiaire ni délégation de paroles.

Hélas, de son refus d'impliquer sa propre personne, les élites aussi bien que la large opinion ne retiennent que le côté obscur de la manœuvre politicienne. D'ailleurs, la manière dont se prennent ses hommes de confiance leur donne déjà en partie raison.

B. H.

(1) Lire l'excellent décodage clinique de l'économiste A. Bouzidi publié dans *le Soir d'Algérie* du 25 mai et intitulé : «Que reproche donc le gouvernement à l'entreprise privée ?»

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Vive l'ouverture ! Vive l'Algérie ! Vive Century 21 !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Dialogue politique. Nezzar a remis dix propositions à Bensalah. Ça ne serait pas plutôt …

… Les dix commandements ?

Des ministres en poste, d'autres qui ne le sont plus, des enfants de ministres en poste auprès de leurs parents ont opéré de vastes transferts de devises à l'étranger ces derniers mois. Ils ont également procédé à des ventes de biens immobiliers ici, en Algérie, suivies aussitôt après par l'achat d'autres biens tout aussi immobiliers, mais cette fois-ci à l'étranger, en Europe et aux Etats-Unis, notamment. C'est ce que nous apprend le quotidien *Al Khabar*. Cette nouvelle, si elle se confirme, me réjouis au plus haut point. Elle vient enfin démentir toutes les critiques infondées qui visent les membres du gouvernement, les accusant d'immobilisme ou encore de manque d'esprit d'initiative. Voilà la preuve vivante – si j'ose dire – que certains de nos ministres ne manquent absolument pas d'esprit d'initiative et font même montre de créativité, voire d'ingéniosité dans la prise de responsabilité en matière de circulation des capitaux, d'investissement dans des créneaux porteurs comme l'immobilier ou encore dans la ventilation des comptes bancaires trop statiques jusque-là. Le fait aussi que ces mêmes ministres, ainsi que leurs chers, très chers, très coûteux enfants arrivent avec autant d'aisance à faire traverser nos frontières aéroportuaires par des mallettes bourrées de dollars et d'euros, c'est un autre démenti cinglant qui vient souffleter les visages impudiques des pseudo-économistes algériens qui reprochent au gouvernement Abdekka son «recroquevillement», sa frilosité à s'ouvrir sur le monde et son isolement sur la scène internationale. C'est faux ! Archifaux ! Nos frontières n'ont jamais été aussi ouvertes, grandes ouvertes à la circulation d'argent fort vers les plus grandes places financières de la planète. De l'argent sort du pays et va se transformer en superbes maisons dans des quartiers de Washington, de New York, de Paris ou de Londres, sites résidentiels prestigieux où même une Anne Sinclair n'arriverait pas à se louer un studio de 45 m² tellement les tarifs et les cours de la pierre y sont prohibitifs. Et donc, à la lumière de ces performances dont il faut s'enorgueillir, je souhaiterais qu'à l'avenir, on cessât de reprocher aux ministres leur peu d'implication dans la dynamique financière et d'investissement du pays. Je voudrais aussi que l'on arrêtât dans le même temps de considérer l'Algérie comme un goulag cadenassé à ses frontières et réfractaire à un va-et-vient monétaire. Ou pour être plus exact, à un va-et-va monétaire. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus faire comme si nous ne savions pas que certains de nos brillants ministres travaillent d'arrache-pied, nuit et jour, surtout la nuit, sur internet à établir des passerelles… dorées vers leur avenir et celui de leurs enfants chéris. Vive l'ouverture ! Vive l'Algérie ! Vive Century 21 ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.